



Local Open GovLab

Laboratoire d'innovation et de participation
citoyenne pour une gouvernance locale ouverte



CP : Dokyfoundation

Si de jeunes africains grandissent dans un environnement de gouvernance locale ouverte, à leur maturité citoyenne, ils auront une relation différente avec l'administration publique et avec la démocratie.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos

Les outils numériques sont incontournables pour rendre les administrations publiques plus performantes et modernes. Par ricochet, ils peuvent aussi contribuer à faire de la démocratie participative une réalité. Doté d'une riche expérience avec des profils expérimentés, le cyberspace africain constitue un levier sur lequel les collectivités locales devraient s'appuyer.

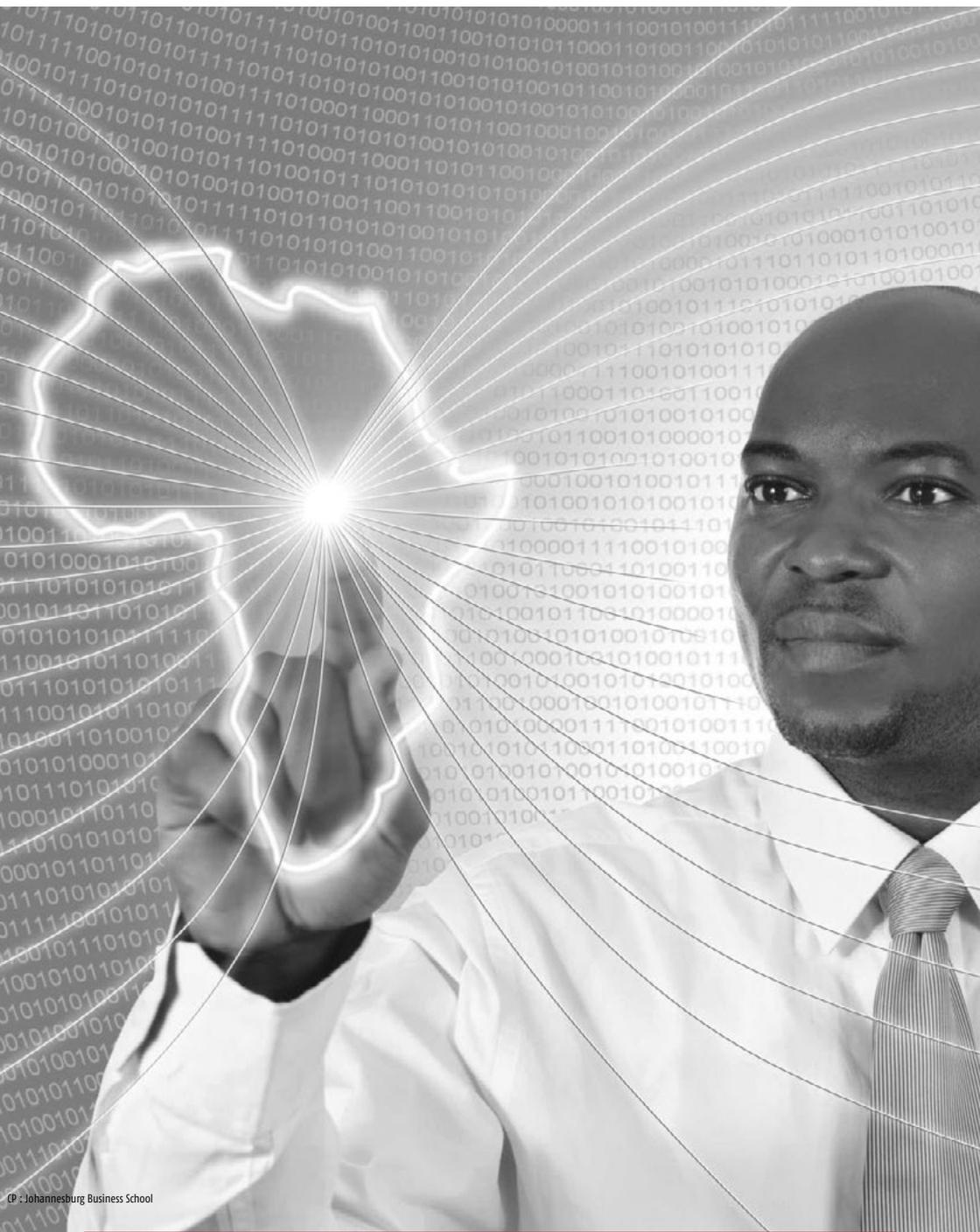
En Afrique, la gouvernance participative, symbolisée par une ouverture de l'administration et une implication active des populations, jusque-là, n'est que chimère d'une ambition déclarée. Pour autant, la contribution des communautés pour une gestion collégiale de la collectivité reste une demande forte. D'où la nécessité d'instaurer un climat propice à la mise en place d'un cadre d'échanges et de contributions volontaires pour faire face aux défis du numérique. En même temps, ceci va permettre de régler les questions de transparence et de participation citoyenne.

De nombreux gouvernements ont pris l'engagement d'intégrer les principes d'un gouvernement ouvert, promoteur de la participation citoyenne, garant de l'accès à l'information publique et redevable à ses populations. L'adoption d'une telle approche chez les citoyens, la société civile et le pouvoir public permet de décliner clairement la vision de l'administration publique et comment les populations peuvent contribuer au développement de leur collectivité.

LOG se veut un projet d'appui et d'accompagnement des collectivités locales par le biais du numérique pour une gouvernance inclusive et participative. Il s'appuie sur un parcours assisté de gouvernance locale ouverte pour une durée de 6 mois. Cela passe par :

- L'implication des populations dans la gestion et l'organisation des affaires de la cité,
- La sensibilisation des citoyens et la formation des élus pour un meilleur accès à l'information d'intérêt public,
- La création d'un cadre de communication, d'échanges des citoyens pour une meilleure collaboration avec les élus,
- L'encouragement à la redevabilité des élus afin qu'ils soient en mesure de mettre à disposition toutes informations utiles à leurs administrés,
- L'élaboration de mécanismes et d'outils d'aide à la modernisation de l'administration locale.

Cheikh FALL,
Président AfricTivistes



Le projet Local Open GovLab



La pandémie de COVID-19 et ses effets socio-économiques justifient à suffisance la nécessité d'une collaboration accrue entre les élus locaux et leurs administrés pour une gestion collégiale et efficace des affaires de la cité. Surtout que cette crise sanitaire a révélé que les gouvernants ne pouvaient réussir aucune initiative ou action stratégique sans une réelle implication des populations. Et de façon globale, il est fondamental d'établir une relation de confiance entre les administrés et l'administration pour réussir toute stratégie de développement aussi bien au niveau central que local. La place du citoyen dans les processus de prise de décisions et le contrôle de l'action publique se confirme davantage. Parallèlement à cette posture collaborative, le citoyen doit pouvoir accéder à toute information qui est utile à sa compréhension des actions publiques d'où la notion de redevabilité.

“ Le citoyen doit pouvoir accéder à toute information qui est utile à sa compréhension des actions publiques. ”

Initier, accompagner, mobiliser et co-construire telles sont les bases qui fondent les piliers du programme Local Open GovLab (LOG) en Afrique. Dans la mise en œuvre du projet, des volontaires AfricTivistes pour la gouvernance locale ouverte - VAGOA seront déployés auprès de 8 collectivités locales sélectionnées à la suite d'un appel à candidatures. Suivant les besoins exprimés lors de la soumission, un cahier de charges permettra d'élaborer le parcours assisté pour la gouvernance locale ouverte. Il sera mis en œuvre par le VAGOA pendant au moins 6 mois. À terme, la collectivité devra disposer d'outils numériques de gestion et d'accès aux données, de capacitation à l'ouverture des données et de la e-administration. Un tel dispositif répond à la demande d'accès aux informations essentielles, dont les populations ont besoin, en particulier pour leurs demandes administratives.

Un cadre d'échange sera mis en place pour une consultation citoyenne sur les affaires relevant de l'intérêt local. Les populations seront en mesure de participer à l'action de la collectivité à travers des axes de collaboration déclinés suivant un engagement commun. Ceci va susciter un sentiment de redevabilité de la collectivité envers les populations.



Le continent et les smartphones

En Afrique, 1,008 milliards de personnes disposent de smartphones, d'après le rapport 2020 du groupe Ericsson sur la mobilité. Dans certains pays comme le Kenya, les fermiers ont pris l'habitude de consulter les prix des marchés sur leur mobile grâce à des solutions basées sur la technologie SMS avant de procéder à une transaction avec un intermédiaire.

Au Sénégal, une plateforme a été mise en place pour centraliser des demandes de documents administratifs particulièrement dans le secteur de l'Éducation. Pour le retrait du diplôme de baccalauréat par exemple, un SMS est envoyé à toute personne ayant fait la demande pour récupérer son sésame.

Au Togo, pour mieux renforcer la recherche des cas de contamination et ralentir la propagation de la Covid-19, le gouvernement a lancé l'application de tracking "Togo Safe". Outil de santé publique, l'appli utilise essentiellement la fonction bluetooth des smartphones et permet de détecter les cas contacts et d'alerter. Le tout dans l'anonymat.

Au Rwanda, une application du nom de "IREMBO" a été créée permettant d'obtenir entre autres son passeport en quatre jours, une attestation de nationalité en un jour et un transfert de titre de propriété en 7 jours avec possibilité de paiement par mobile money.

Toutes ces initiatives démontrent que le mobile, au-delà d'être un simple outil de communication, peut être utilisé pour améliorer les relations et les services entre l'administration et les populations. Son étendue et son utilisation, à la fois au niveau rural et urbain, l'installe au cœur du dispositif du parcours assisté de la gouvernance locale ouverte que AfricTivistes met en place à travers son projet LOG.

Ce projet, avec une dynamique communautaire et une orientation innovante et inclusive, va adopter des approches similaires aux expériences précitées pour atteindre ses objectifs consistant à rendre performant l'administration locale mais aussi accessible aux citoyens.



CP : Dreamstime



CP : Swallafrica



CP : Dokyfoundation



CP : Photodune



CP : Qz

L'Afrique et Internet

En Afrique, le nombre d'utilisateurs d'internet est estimé à 590 296 163, d'après "les chiffres de Internet World Stats" publiés en décembre 2020. Et la région ouest-africaine représente 42% de cette population globale d'utilisateurs, renseigne le rapport Global Overview 2021 publié par Hootsuite et We Are Social.

En ce qui concerne les zones d'intervention du projet, les statistiques sur le niveau d'utilisation d'internet sont les suivantes :

- **Sénégal** : 7,81 millions utilisent internet soit 46% de la population. 98,4 % des utilisateurs se connectent via smartphones. 17,45 millions de téléphones portables pour 16 millions d'habitants.
- **République de Guinée** : 14,25 millions de téléphones portables pour 13 millions d'habitants. Mais seulement 2,91 millions utilisent Internet.
- **Guinée Bissau** : Il existe 1,66 millions de mobiles pour 1,99 millions d'habitants. Avec plus de 400 mille utilisateurs d'Internet.
- **Niger** : C'est plus de 10 millions de téléphones portables pour une population de 24,66 millions. Avec plus de 3 millions d'utilisateurs d'internet. Même si la pénétration est faible au Niger, l'expérimentation de la dématérialisation des procédures administratives par le biais d'internet est en phase.

Au-delà des usages basiques, internet a changé les rapports entre administration et administrés.

Ainsi, la dématérialisation des procédures administratives par le biais d'internet constitue un impératif pour les institutions publiques afin de répondre efficacement aux demandes et exigences des populations. Disposer d'un extrait de naissance, d'un certificat de mariage ou de tout autre papier administratif en temps et en heure est devenu un besoin primaire pour les populations. Sur le plan de la gouvernance locale, la mise à disposition de ces données au grand public aide à la vulgarisation de ce qui s'est fait à travers des plateformes ouvertes mais renforce également le contrat tacite qui lie la collectivité locale à ses administrés.

 **SÉNÉGAL**

- 16 millions d'habitants
- 17,45 millions de téléphones portables
- 7,81 millions utilisent internet

 **RÉPUBLIQUE DE GUINÉE**

- 13 millions d'habitants
- 14,25 millions de téléphones portables
- 2,91 millions utilisent internet

 **GUINÉE BISSAU**

- 1,99 millions d'habitants
- 1,66 millions de téléphones portables
- Plus de 400 mille utilisent internet

 **NIGER**

- 24,66 millions d'habitants
- 10 millions de téléphones portables
- 3 millions utilisent internet



LE NUMÉRIQUE ADMINISTRATIF :

L'administration publique africaine à l'ère du Numérique



En Afrique, les défis restent immenses pour régler des questions quotidiennes liées à l'identification des personnes, l'établissement d'actes administratifs, la constitution de dossiers de voyage, l'enregistrement foncier, l'accès aux informations publiques et autres délibérations. Les relations entre administrateurs et administrés évoluent et prennent de nouvelles formes en imposant de nouveaux paradigmes. Le développement de l'accès aux technologies de l'information et de la communication ont profondément transformé les relations entre les africains et leurs administrations publiques en charge de la mise en œuvre des politiques. Cette nouvelle forme d'exigence des citoyens pour une administration plus moderne requiert certes des acquis, mais expose à de nouveaux enjeux, de nouveaux défis et de nouvelles contraintes. À l'ère du W le projet LOG vient s'inscrire dans une logique d'expérimentation de nouveaux mécanismes jusque-là méconnus par la plupart des collectivités locales.

La pandémie de coronavirus est un parfait cas d'école pour voir la capacité de résilience de l'Afrique par rapport à la continuité des services. Beaucoup de solutions numériques ont vu le jour et rivalisent de créativité pour alléger l'accès aux services de l'administration publique. L'utilisation des outils de travail collaboratifs connaît un boom considérable.



CP : SEYLOU / AFP

Les outils de communication moderne sont utilisés pour tenir informés les usagers.

La Côte d'Ivoire a eu recours à des **drones** pour diffuser des messages de sensibilisation dans des zones rurales.

Au Sénégal, des étudiants ont conçu un **robot multitâche** pour assister le corps médical et permettre la surveillance à distance des malades.

Au Burkina Faso, 12 Communes se sont engagées à utiliser le numérique dans le but d'éclairer les citoyens et de permettre leur implication dans la gestion des affaires de la collectivité territoriale en publiant des documents budgétaires (délibérations, plans annuels d'investissement, plans de passation de marchés, décisions modificatives, budgets primitifs) sur internet en accès libre.

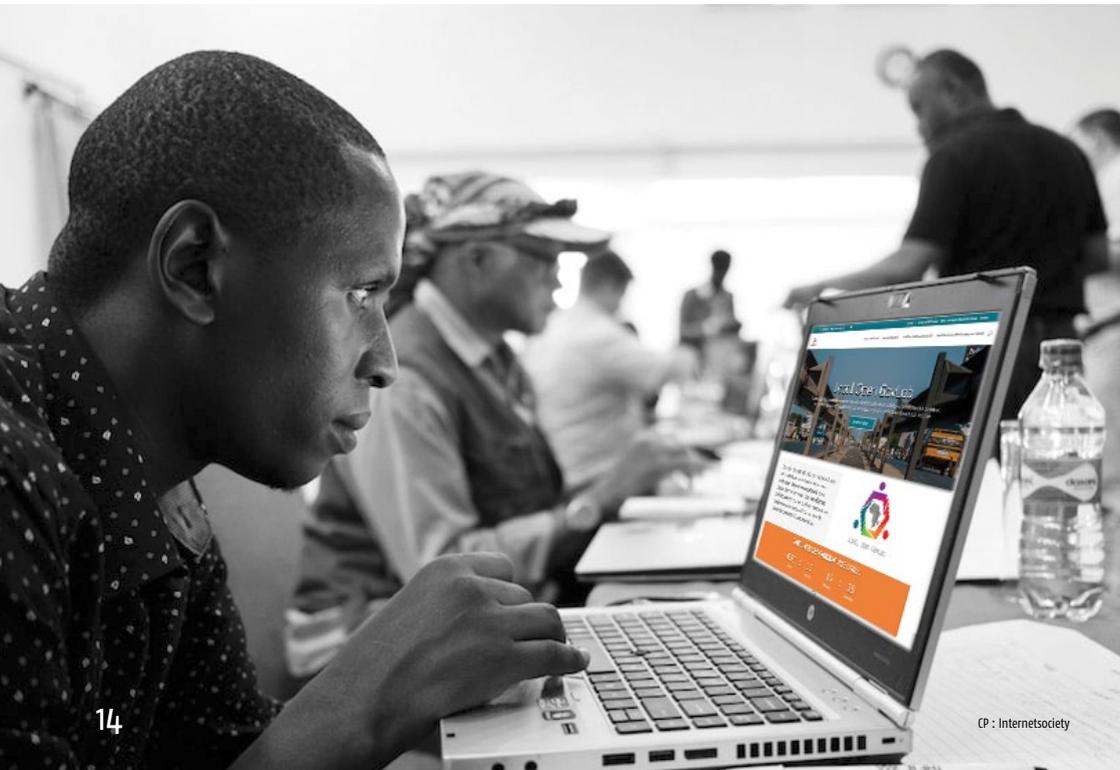
L'expérience montre que les conditions d'accès aux services administratifs de base peuvent être améliorées en soutenant les innovations dans le cadre de l'intégration du numérique dans les administrations publiques.

LOG : Accompagner la gouvernance locale ouverte en Afrique à travers le numérique

Le LOG est un projet du Programme stratégique AfricTivistes 2021 – 2022. Il vise à appuyer, outiller, former et accompagner les administrations locales à intégrer le numérique pour :

- une politique de transparence budgétaire,
- une politique de gouvernance ouverte et d'administration inclusive,
- l'accès à l'information,
- la co-création avec des dynamiques citoyennes ;

L'objectif principal du programme LOG est de créer des collectivités modèles en matière de gouvernance locale ouverte dans quatre (4) pays en Afrique de l'Ouest. Il a également pour objectif de favoriser l'innovation, la co-construction, la participation citoyenne. Enfin, il vise à promouvoir la transparence et la redevabilité de ces collectivités locales à travers l'ouverture des données publiques.





CP : investinsenegal

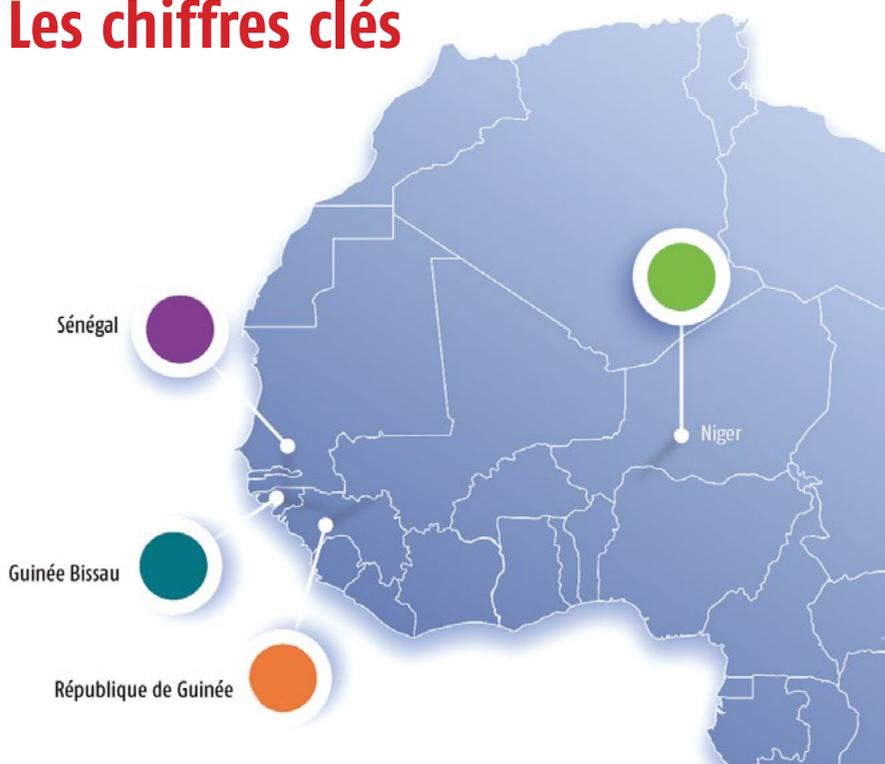
Pour atteindre ces objectifs, le LOG s'appuie sur différents piliers :

- **Connecter** les différents acteurs notamment les élus locaux, la société civile, les citoyens ainsi que les compétences locales pour **appuyer, outiller, former et accompagner** les administrations locales dans l'intégration du numérique et dans l'ouverture des données publiques.
- **Cultiver** une pratique locale d'accès à l'information publique de transparence budgétaire. Mettre en place une politique de co-création entre les collectivités locales et les dynamiques citoyennes.
- **Doter** les collectivités locales de solutions numériques adaptées.
- Mettre à disposition des populations des plateformes de **données ouvertes** et de communication numérique.
- **Encourager** la valorisation ou l'usage des données pour trouver des solutions innovantes aux problèmes locaux.
- **Promouvoir** les compétences et savoir-faire des nouveaux acteurs de changement
- Proposer un **plan d'action** structuré.
- **Donner accès** aux réseaux et communautés de valeur pour une force de proposition et de contribution.
- Proposer l'utilisation de **solutions technologiques** adaptées aux usagers pour une gouvernance locale inclusive et une promotion de la redevabilité.



CP : africabusinessagency

LOG : Les chiffres clés



- 4 Pays Ouest-africains
- 8 Volontaires AfricTivistes pour la Gouvernance Locale Ouverte
- 6 Mois de parcours assistés pour la gouvernance locale ouverte



LOG : Les collectivités locales et les 4 grands principes



Les résultats de LOG :



**MISE EN PLACE DES MÉCANISMES D'AIDE ET D'APPUI
À LA TRANSPARENCE DANS LA GOUVERNANCE LOCALE**



**CRÉATION D'UN CADRE POUR ENCOURAGER
LA PARTICIPATION CITOYENNE**



**CONSOLIDATION DES MÉCANISMES ET MODÈLES DE
COLLABORATION ENTRE ADMINISTRATION ET SOCIÉTÉ CIVILE**



**RENFORCEMENT DES OUTILS ET ENCOURAGEMENT
DES POLITIQUES DE REDEVABILITÉ**



**MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE MOBILITÉ
SCIENTIFIQUE ET DE PARTAGE D'EXPÉRIENCES**

Elaboration des plans d'actions locaux



Dans la mise en œuvre du projet LOG, différents plans d'actions seront élaborés en tenant compte des missions assignées aux volontaires. Partant des besoins décelés et exprimés par les collectivités, ces plans d'actions sont le fruit d'une collaboration entre l'administration, les organisations de la société civile et les citoyens.

A travers ce document, la collectivité se propose de prendre des engagements pour intégrer de nouveaux mécanismes en relation avec les quatre thématiques du projet (Accès à l'information, participation citoyenne, transparence et redevabilité).

Le projet dure 12 mois dont huit mois de parcours assisté avec 6 mois pour le volontaire Africтивistes pour la gouvernance locale ouverte.

Avant la fin de la mission, les plans d'actions locaux doivent être rédigés et publiés sur la plateforme log.africтивistes.org et sur les sites officiels des différentes mairies bénéficiaires du projet.

Les cinq grandes familles de compétences

Pour réaliser le projet LOG, AfricTivistes s'appuiera en partie sur des volontaires qui, au-delà de leurs expériences, devront être dotés des compétences suivantes :



Missions des volontaires AfricTivistes pour la Gouvernance Locale Ouverte



Les volontaires AfricTivistes pour la gouvernance locale ouverte (VAGO) sont les experts et consultants qui seront sélectionnés à la suite d'un appel à candidatures. Ils recevront leurs feuilles de route sur la base de l'expression des besoins des collectivités sélectionnées. Après signature de leur contrat, ils seront envoyés en mission pour :



INITIER

1

- Formation sur nos principes de la gouvernance locale ouverte
- Coaching et mentoring durant les sessions
- Production de contenu à forte valeur ajoutée avec les webinaires et les séries de podcast
- Organisation de workshop partage et de session d'apprentissage aux outils du numérique pour la gouvernance locale
- Organisation des émissions ou des interviews avec les acteurs politiques locaux
- Partage d'expériences et de bonnes pratiques lors des événements du programme
- Organisation de sessions en webinaire avec les experts identifiés



ACCOMPAGNER

2

- Encouragement et accompagnement de l'intégration du Volontaire AfricTivistes
- Mise à disposition de solutions numériques
- Mise à disposition de supports techniques (boîte à outils)
- Encouragement à la participation au classement des collectivités locales ouvertes et inclusives à la fin du programme



MOBILISER

3

- Création d'un cadre d'échanges et d'informations
- Encouragement à l'utilisation des services numériques mis à la disposition de la collectivité locale
- Mise en oeuvre des actions de campagnes de plaidoyer pour la gouvernance locale ouverte et inclusive
- Encouragement de l'implication des acteurs locaux



CO-CONSTRUIRE

4

- Incitation à la réflexion commune et au travail collaboratif
- Elaboration de plans d'action locaux
- Production et mise à disposition de supports techniques pour la documentation

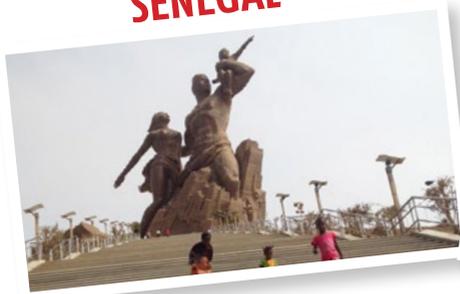
Les pays bénéficiaires du projet

Le choix des 4 premiers pays sur la phase pilote du projet est guidé par plusieurs facteurs dont :

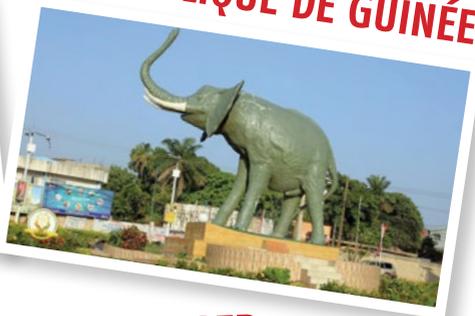
- A.** Une lecture et une analyse de la demande des populations locales à travers une veille sur la vie politique, démocratique, citoyenne et sociale sur internet et via nos interlocuteurs locaux.
- B.** Une bonne connaissance des pays et des différents contextes politiques et socio-culturels.
- C.** Une similarité des priorités en termes de gouvernance participative et d'accès à l'information.

Cette première phase du programme vise huit (8) collectivités locales soit deux (2) mairies dans chacun des pays sélectionnés :

SÉNÉGAL



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE



GUINÉE BISSAU



NIGER



À propos de AfricTivistes

AfricTivistes vise à renforcer la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'Homme par le biais des technologies de l'information et de la communication.

Nous plaidons pour une démocratie participative basée sur une "citoyenneté augmentée"* particulièrement dans les pays africains. Pour ce faire, nous défendons les droits fondamentaux, y compris le droit d'accès à l'information et à internet.

Nous formons et renforçons les capacités en matière de cybersécurité pour les professionnels des médias et les acteurs de la société civile. Nous impulsions des dynamiques avec des approches pédagogiques pour encourager et propulser l'engagement citoyen chez les jeunes.

Nous créons des communautés partageant des valeurs communes. Nous renforçons la culture de leadership et accompagnons la création et le déploiement de projets innovants à fort impact social.

* Le concept de citoyenneté augmentée, créé par AfricTivistes, se réfère à un nouveau type de citoyens actifs et proactifs utilisant les technologies de l'information et de la communication pour s'impliquer dans le développement de son pays, identifier les problèmes et contribuer aux solutions bénéfiques à sa communauté. Ces citoyens deviennent des participants actifs au-delà des rendez-vous périodiques notamment les élections.

Partenaire :

Cette première phase du projet LOG est soutenue par l'Organisation NED.

Tous droits réservés.
Les Éditions AfricTivistes, Dakar 2021

AfricTivistes a produit cette note d'information dans le cadre de la mise en oeuvre du programme Local Open GovLab (LOG) pour informer sur ce projet qui consiste à rendre l'administration locale performant et accessible aux citoyens grâce à l'utilisation de la technologie.

Contacts du projet AfricTivistes Local Open GovLab :

Cheikh FALL, Chef de Projet :

cheikh.fall@afriktivistes.org

Mouhammad CISS, Assistant de Programme

à la Gouvernance Locale Ouverte :

mouhammad.ciss@afriktivistes.org

Fodé Sanikayi Kouyaté, Responsable en charge

des relations avec les Collectivités Locales :

Fode.kouyate@afriktivistes.org

Aisha Dabo, Responsable en charge des Volontaires

AfricTivistes pour la Gouvernance Locale Ouverte (VAGOA) :

aisha.dabo@afriktivistes.org

Mamadou Diagne, Data Scientist, chargé de mission open data :

dofbi@afriktivistes.org

Site web projet : <https://log.afriktivistes.org>

Site web AfricTivistes : www.afriktivistes.org

BP : 19968

Téléphone siège AfricTivistes (Sénégal) : +221 33 837 51 24

**Laboratoire d'innovation et de participation
citoyenne pour une gouvernance locale ouverte**

log.afriactivistes.org



Afriactivistes

|| www.afriactivistes.org || info@afriactivistes.org

